



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Mis en ligne le
07 FEV. 2023

MARCHÉS PUBLICS
CP

N° 23 - 027

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES
L 2122.22 ET L 2122.23 DU CODE GÉNÉRAL DES
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Objet : Marché public portant sur les travaux de remplacement de la passerelle
de secours du théâtre Paul Eluard à Choisy-le-Roi
Lot 1 : gros œuvre
Lot 2 : charpente métallique

Certifié exécutoire,
compte tenu de la réception
en Préfecture

Le 07 FEV. 2023

de la publication

Le 07 FEV. 2023

Pour le Maire de Choisy-le-Roi

et par délégation,

Laurence ANTOINE

Directrice Générale Adjointe



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2122.22 et L 2122.23,

Vu la délibération n°21.020 du 10 février 2021 lui déléguant des attributions prévues aux articles L 2122.22 et L 2122.23 sus-visés,

Vu l'arrêté n° 20.1286 du 21 juillet 2020 portant délégation de fonctions à M ID ELOUALI Ali, 1er Adjoint au Maire,

Vu la procédure adaptée mise en œuvre en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R.2123-6 du Code de la Commande Publique,

Considérant que le marché n'a pas été signé,

Considérant qu'une seule offre a été réceptionnée, il est décidé de déclarer sans suite l'ensemble des lots du marché précité en objet pour motif d'intérêt général lié à l'insuffisance de concurrence.

D É C I D E

Article 1 : Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26.11.2018 et du décret n° 2018-1075 du 03.12.2018, d'abandonner la procédure du marché référencé en objet et de la déclarer sans suite pour motif d'intérêt général lié à l'insuffisance de concurrence.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera transmise à Madame la Préfète du Val-de-Marne, Monsieur le Trésorier Principal d'Orly et notifiée aux entreprises ou mandataires des groupements d'entreprises ayant candidaté au marché.

Article 3 : La présente décision sera communiquée au Conseil Municipal lors de la prochaine séance et publiée sur le site internet de la commune www.choisyleroi.fr

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité. Le tribunal administratif de Melun peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait en Mairie à Choisy-le-Roi, le 02 FEV. 2023

Le Maire,

Tonino PANETTA
Maire de Choisy-le-Roi